

Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LOIR-ET-CHER

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Centre

Blois, le 29 juillet 2014

© 2000 Blackwell Science Ltd

**INTEREST IN THE STUDY**

Unité territoriale de Loir-et-Cher

EG METAUX

ZA Nord Les Combes  
41300 SALBRIS

Renouvellement d'agrément  
« centre VHU »

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher  
(DDCSPP / SPEAL)**

Copies :

- DREAL Centre (SEIR)

Pièce jointe:

- Projet d'arrêté préfectoral de renouvellement d'agrément « Centre VHU »

49 bis rue Laplace

41000 BLOIS

Tél. : 02 54 74 98 80

Fax : 02 54 74 08 09

<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



Par bordereau du 6 novembre 2013, le préfet de Loir-et-Cher a transmis à l'inspection des installations classées, pour instruction, la demande de renouvellement d'agrément n° PR 41 00018 D pour l'exploitation d'installations d'entreposage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage (« centre VHU ») présentée par la société EG METAUX située ZA Nord « Les Combes » sur le territoire de la commune de Salbris.

## **1- CADRE REGLEMENTAIRE**

### **a) Dispositif de traitement des VHU**

Le Code de l'environnement introduit le cadre réglementaire pour l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU). Ses articles R.543-161 et R.543-162 prévoient que les exploitants des installations d'élimination des VHU (« centre VHU » et broyeurs) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral. Les véhicules hors d'usage ne peuvent être remis par leurs détenteurs qu'à des centres VHU titulaires de l'agrément prévu à l'article R. 543-162.

L'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage décrit les conditions d'obtention et d'application de l'agrément VHU.

### **b) Agréments des opérateurs**

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités des articles R.515-37 et R.515-38 du Code de l'environnement. Pour les installations existantes et autorisées, l'agrément est accordé par arrêté préfectoral complémentaire pour une durée maximale de 6 ans, renouvelable (article 3 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012).

Dans le cadre du présent renouvellement d'agrément dont la demande a été adressée le 21 octobre 2013, le dossier de renouvellement d'agrément doit comporter les pièces prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage.

### **c) Mise à jour du cahier des charges « Centre VHU »**

Conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé, le cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juillet 2008 valant agrément démolisseur pour la société EG METAUX à SALBRIS, a été mis à jour par arrêté préfectoral du 6 février 2014 (remplacement de l'ancien cahier des charges par celui figurant en annexe 1 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012).

## **2- PRÉSENTATION DE L'ETABLISSEMENT**

La société EG METAUX située ZA Nord « Les Combes » à SALBRIS exploite des installations de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage.

La société EG METAUX est autorisée par arrêté préfectoral n°76/86 du 21 novembre 1986 à exploiter un chantier de récupération de véhicules hors d'usage et de métaux. Cette installation bénéficie par ailleurs d'un arrêté préfectoral complémentaire n°2008-210-3 du 28 juillet 2008 valant agrément démolisseur n°PR 41 00018 D maintenant dénommé « centre VHU » délivré pour 6 ans en application de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage.

La société EG METAUX reçoit des véhicules hors d'usage remis soit par des Centres VHU agréés soit par des particuliers et garagistes. Les VHU admis sur le site proviennent du Loir-et-Cher et des départements limitrophes.

La quantité maximale de VHU pouvant être admise sur le site est de 600 unités par an. En 2013 le site a accepté 216 VHU (160 en 2012). Les VHU dépollués sur le site d'EG METAUX sont dirigés vers le broyeur agréé de BARTIN RECYCLING à LA CHAPELLE-SAINT-URSIN (18570).

Outre la prise en charge et le stockage des VHU, les opérations effectuées sur le site sont la dépollution et le démontage des VHU. L'exploitant possède une station de dépollution-démontage installée dans un atelier couvert d'une surface de 200 m<sup>2</sup> et dont tous les fûts, prévus pour la récupération des huiles et fluides divers provenant des VHU, sont sur rétention.

Le site dispose d'une aire étanche permettant de stocker les VHU non dépollués (au maximum 15) et raccordée à un séparateur d'hydrocarbures. Le site est équipé d'une unité permettant de récupérer les fluides frigorigènes contenus dans les VHU et dispose du personnel formé pour mener à bien ces opérations (attestation de capacité du 25/07/2014).

A ce titre, l'exploitant sollicite un renouvellement de l'agrément "démolisseur", dénommé maintenant « centre VHU », précédemment obtenu le 28 juillet 2008 pour une durée de 6 ans.

Compte tenu des modifications de la nomenclature des installations classées intervenues par décrets du 13 avril 2010 et du 26 novembre 2012, et suite à la déclaration de demande de bénéfice d'antériorité formulée par l'exploitant par courrier du 21 octobre 2013, les activités classées exercées sur le site de la société EG METAUX relèvent désormais des rubriques 2712.1.b et 2713.1 de la nomenclature de la façon suivante :

Rubrique	Alinéa	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil et unité du critère	Surface autorisée
2712	1.b	E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage	Entreposage, dépollution et démontage de véhicules terrestres hors d'usage	Surface utilisée	$\geq 100$ $< 30\ 000\ m^2$	2000 m <sup>2</sup>
2713	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712	Installation de transit, regroupement et tri de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux (métaux ferreux et non ferreux non dangereux)	Surface utilisée	$\geq 1000\ m^2$	3000 m <sup>2</sup>

\* A : autorisation      E : enregistrement

### **3- INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE RENOUELEMENT D'AGREMENT PRESENTEE PAR LA SOCIETE EG METAUX**

Le dossier de demande de renouvellement d'agrément de la société EG METAUX, reçu à la DREAL le 12 novembre 2013, a été complété par l'exploitant les 12 et 18 décembre 2013, 24 avril, 11, 17, 23, 25, 28 et 29 juillet 2014.

Le dossier contient l'ensemble des éléments requis par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

#### **a) Eléments des articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement**

Le dossier contient les informations exigées par les articles R.515-37 et R.515-38 du Code de l'Environnement: nature et origine des déchets traités, quantités produites et conditions de leur élimination. Ainsi la demande comporte les informations suivantes:

Déchets	Quantités annuelles produites (en tonnes)	Société les prenant en charge
Ferrailles	106	BARTIN à LA CHAPELLE-SAINT-URSIN (18570)
Batteries	2,8	STCM à BAZOCHES-LES-GALLERANDES (45480)
Huiles des moteurs, des boîtes de vitesse, liquides de frein et liquides de suspension,...	1,4	OSILUB à GONFREVILLE L'ORCHER (76700)
Huiles amortisseurs et huiles	1,4	OSILUB à GONFREVILLE L'ORCHER

Déchets	Quantités annuelles produites (en tonnes)	Société les prenant en charge
direction assistée		(76700)
Liquides lave-glace et de refroidissement	0,2	PPM à LA ROCHE-CLERMAULT (37500)
Filtres à huiles et filtres à carburants	0,1	CHIMIREC à JAVENE (35133)
Carburants	0,3	SARP INDUSTRIES à LIMAY (78520)
Pneumatiques	5 tonnes	BROYAGE VAL DE LOIRE à REIGNAC-SUR-INDRE (37310)
Fluides frigorigènes	0,042	1 <sup>er</sup> enlèvement prévu en octobre 2014
Pots catalytiques	0,85	CRPC à LIMOGES (87000)

#### **b) Engagement de respecter le cahier des charges**

Le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges "Centre VHU" défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ce cahier des charges est annexé au projet d'arrêté de renouvellement d'agrément joint au présent rapport, et aura donc valeur de prescriptions réglementaires pour l'exploitant.

#### **c) Attestation de conformité**

Le dossier contient le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté ministériel du 2 mai 2012. Ce rapport a été établi par l'organisme ECOPASS suite à une visite en date du 1<sup>er</sup> octobre 2013. Cet organisme est accrédité selon le référentiel EMAS ISO 14001, référentiel nommé prévu à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ce rapport a mis en évidence 2 non-conformités aux dispositions du cahier des charges, pour lesquelles l'exploitant a justifié la levée par fourniture, au service d'inspection des installations classées, de justificatifs transmis les 11 et 28 juillet 2014.

#### **d) Justification des capacités techniques et financières du demandeur**

Le dossier contient la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges annexé à l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ainsi il dispose des infrastructures, équipements et moyens humains suivants :

- un salarié affecté à l'activité VHU;
- un chariot élévateur et deux pelles ;
- une aire étanche présentant une surface de 200 m<sup>2</sup> permettant de stocker les VHU non dépollués qui sont au maximum de 15 et raccordée à un séparateur d'hydrocarbures ;
- une station de dépollution-démontage installée dans un atelier couvert d'une surface de 200 m<sup>2</sup>
- une zone de stockage des VHU dépollués ;
- des fûts de 200 l destinés à la récupération des fluides issus des opérations de dépollution placés sur rétention ;
- une station de récupération des fluides frigorigènes et du personnel formé ;
- 2 séparateurs d'hydrocarbures.

S'agissant des capacités financières, les éléments transmis font apparaître, pour les années 2011 à 2013 les résultats nets suivants :

Année	31/03/2011	31/03/2012	31/03/2013
Résultat net (en euros)	609 062	109 458	133 953

La société ne rencontre donc pas de difficultés financières particulières et est bénéficiaire.

**e) dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation**

Le dossier contient la justification du respect des obligations des centres VHU en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012. Les pneumatiques sont systématiquement ôtés lors des opérations de dépollution.

#### **4 – PRESCRIPTIONS**

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint propose le renouvellement de l'agrément du pétitionnaire. Il reprend le cahier des charges figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 qui aura donc valeur de prescriptions réglementaires pour l'exploitant.

Le projet d'arrêté tient également compte des modifications de la nomenclature des installations classées introduites par décrets du 13 avril 2010 et du 26 novembre 2012.

#### **5 - CONCLUSIONS ET PROPOSITION**

Considérant :

- que le dossier constitué sur la base de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 contient l'ensemble des éléments demandés ;
- qu'en particulier le pétitionnaire s'est engagé à continuer à respecter le cahier des charges "Centre VHU" défini en annexe I de cet arrêté ;
- que l'inspection des installations classées s'est assurée que l'exploitant a fourni les justificatifs de levée des non-conformités relevées par l'organisme ECOPASS lors de la visite de vérification du 1<sup>er</sup> octobre 2013 ;
- que la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation, conformément au cahier des charges défini dans le projet d'arrêté joint, a été apportée par le pétitionnaire ;

L'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST de donner une suite favorable à la demande de renouvellement d'agrément « centre VHU » présentée par la société EG METAUX située ZA Nord « Les Combes » sur le territoire de la commune de SALBRIS.

Le projet d'arrêté préfectoral comporte en annexe le cahier des charges "Centre VHU" défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

L'inspecteur des installations classées

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur  
le Préfet de Loir-et-Cher,  
Pour le directeur,  
Le Chef de l'unité territoriale de Loir-et-Cher

